

**Déclaration de Son Excellence Monsieur le Ministre des
Affaires Sociales, Action Humanitaire et Solidarité
Nationale à l'occasion du 60^{ème} anniversaire de la
Convention de 1951 relative aux réfugiés et du 50^{ème}
anniversaire de la Convention de 1961 relative à la
prévention et à la réduction des cas d'apatridie**

Genève, le 08 décembre 2011 AM

Monsieur le Président,
Monsieur le Haut Commissaire,
Excellences Messieurs et Mesdames les Ministres,
Honorables délégués,

Au nom de ma délégation et du Gouvernement de la République Démocratique du Congo, j'ai l'honneur de joindre ma voix à celles de toutes les autres délégations qui m'ont précédé à cette tribune pour vous présenter, Monsieur le Président, les félicitations pour votre nomination ; et adresser à Monsieur le Haut-Commissaire, Antonio Guterres ; ainsi qu'à l'auguste assemblée les chaleureuses salutations du peuple congolais et du Président de la République, S.E.M. Joseph KABILA KABANGE.

La convocation de ces assises pour célébrer le soixantième anniversaire de la Convention de 1951 relative aux réfugiés et le cinquantième anniversaire de la Convention de 1961 relative à la prévention et à la réduction de l'apatridie aura été un moment important d'auto-évaluation des Etats sur la recherche des solutions durables aux problèmes des réfugiés et des apatrides dans le cadre du mandat du HCR pour la protection de toutes ces personnes vulnérables.

La République Démocratique du Congo qui partage ses frontières avec neuf pays, a par son hospitalité légendaire, accueilli des millions des réfugiés dont certains pendant les périodes difficiles en une seule journée. Il s'agit principalement des réfugiés angolais, rwandais, burundais, congolais, etc.

C'est, ici, pour mon Gouvernement, l'occasion de saluer les efforts du HCR, de ses partenaires, ainsi que de la communauté internationale pour l'action humanitaire menée en RDC en faveur des réfugiés.

Voilà pourquoi, mon pays, profitant de cette tribune, réaffirme solennellement son engagement à remplir ses obligations au regard de ladite Convention de 1951 et de son Protocole de 1967, ratifié respectivement par notre pays en 1965 et 1971.

Pour illustrer son engagement, la République Démocratique du Congo a adopté une loi nationale relative au statut de réfugiés à travers laquelle, une structure nationale de mise en œuvre de tous les instruments y relatifs, la Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR), a été créée et dont l'organisation et le fonctionnement ont été, à leur tour, fixé par des textes réglementaires. Cette loi reconnaît aux réfugiés les mêmes droits que les nationaux à l'exception des droits civiques et politiques.

Monsieur le Président,

Dans le cadre de la prévention et de la réduction des cas d'apatridie, la loi n° 04/024 du 12 novembre 2004 relative à la nationalité congolaise fut votée par le parlement congolais de transition et ce, après qu'elle se soit largement inspirée de la convention sur la réduction de l'apatridie à en croire, son exposé des motifs.

Ainsi, la nationalité congolaise par présomption comme l'une des formes de la nationalité d'origine peut être accordée à tout enfant né des parents ayant le statut d'apatride, des parents inconnus et, enfin, des parents étrangers dont la nationalité ne se transmet pas du fait de la législation de l'Etat d'origine.

Nos textes législatifs de mise en œuvre de ces différentes conventions s'inscrivent sur le même chapitre. A ce sujet, le code de la famille congolais rend obligatoire dans les trois mois

du mariage coutumier ou de la naissance et ce, sous peine de condamnation à des amendes , l'enregistrement du mariage; ainsi que l'enregistrement de tout nouveau-né sur le sol congolais.

Toute cette batterie de lois, votées avant même la ratification formaliste de la Convention de 1961, peut être mise à profit pour la mise en place des mesures réglementaires adéquates afin d'améliorer la situation des personnes ayant soit le statut de réfugié ou d'apatride dans notre pays.

Si les choses ont semblé vite évoluer sur le plan des textes législatifs, parce que cela a été, pour certains cas, l'un des préalables pour mettre fin à la guerre, lors du dialogue intercongolais de Sun City. Néanmoins, pour apporter des solutions durables aux problèmes socio-économiques des réfugiés ou des apatrides, la République Démocratique du Congo, pays post conflit a encore un long chemin à parcourir.

Monsieur le Président ;

Monsieur le Haut-Commissaire du HCR, Antonio Gueterres le sait, parce que, mon Gouvernement s'était félicité de sa dernière mission de travail qu'il a effectuée dans mon pays dernièrement ;

La RDC est, certes, engagée avec le HCR et les différents Etats d'origines respectifs dans le processus de rapatriement volontaire des réfugiés par la signature et la mise œuvre de plusieurs accords tripartites ainsi que les modalités pratiques pour assurer un retour volontaire dans la sécurité et la dignité des réfugiés dans leurs pays d'origines respectifs.

Cependant, pour les clauses de cessation, des mécanismes conjoints d'évaluation doivent être mis en place par les parties

pour une cohésion sociale ainsi qu'une cohabitation harmonieuse entre les communautés qui sont un préalable pour toute opérationnalisation d'une clause de cessation qui induit à l'intégration locale des réfugiés dans leurs contrées concernées.

Le Gouvernement congolais est engagé avec la MONUSCO dans la pacification, la stabilisation et la reconstruction des zones de retour pour ses rapatriés et déplacés internes.

Aussi l'implication du HCR au côté d'autres partenaires humanitaires et de développement dans le programme STAREC/ISSSS et ORSEC, alors revu, me semble être un atout nécessaire pour relever les nombreux défis. Car, la réussite du rapatriement, sinon de l'intégration locale, s'il en faudra, dépendra alors aussi du financement des projets appropriés répondant aux besoins réels des populations intéressées.

Pour terminer, ma délégation adhère à la déclaration du Groupe Africain prononcée par le Lesotho.

Je vous remercie de votre attention.